

Lois, expériences et résultats en matière de responsabilité financière : Une étude de cas du Ghana.

Présenté par :

SAMUEL PIMPONG (PhD)

CONFÉRENCIER, UNIVERSITÉ D'ÉTUDES PROFESSIONNELLES,
ACCRA

Plan de la présentation

- Introduction
- Lois sur la responsabilité budgétaire au Ghana (lois et projets de loi)
- Expériences pratiques dans l'application des lois
- Comparaison des lois fiscales du Ghana avec les meilleures pratiques dans d'autres pays
- Conclusions
- La voie à suivre

INTRODUCTION

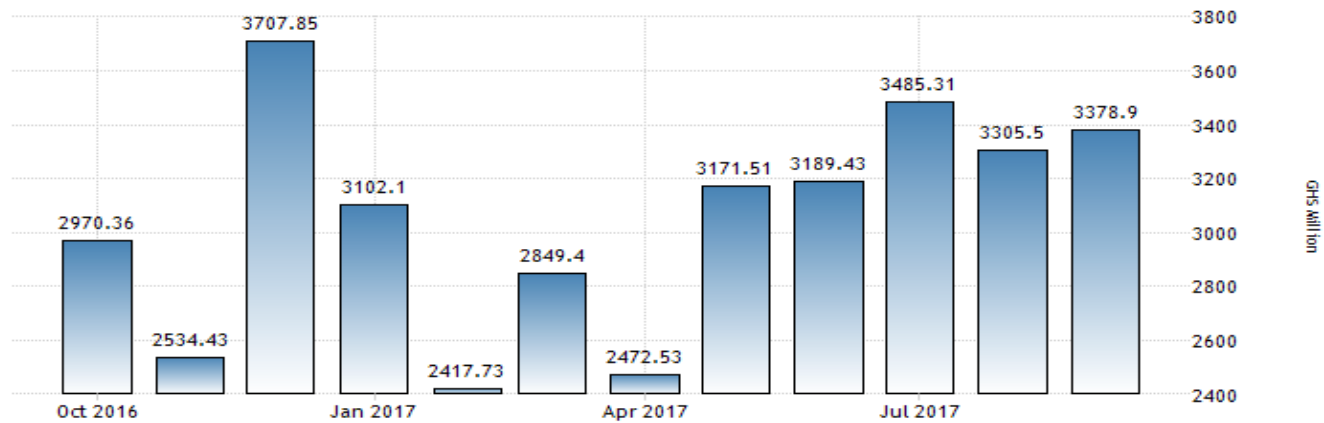
- Présentation sur les lois de responsabilité fiscale et son impact sur la GFP et le GG
- Des expériences partagées seraient bénéfiques pour la plupart des pays en développement dans leur domaine de la GFP et du GG
- Les règles budgétaires visent généralement à corriger les incitations faussées et à contenir les pressions en faveur de dépenses excessives, en particulier en période de prospérité, de manière à garantir la responsabilité budgétaire et la viabilité de la dette. (Département des finances publiques du FMI)
- Les lois de responsabilité budgétaire du Ghana sont intégrées dans la loi de 2016 sur la GFP.
- Nouveau projet de loi sur la responsabilité financière pour remplacer la loi de 2016 sur la GFP Objectif du déficit budgétaire : 9,3 à 5 %

TYPES DE RÈGLES FISCALES

- **Règle d'équilibre budgétaire.** Différence entre les revenus et les dépenses. Défini en pourcentage du PIB.
- **Règle de la dette.** Elle fixe des limites ou des objectifs pour le niveau de la dette publique. Défini en pourcentage du PIB.
- **Règle de dépenses.** Elle définit des limites sur les dépenses totales. Défini en termes absolus, par taux de croissance, ou en pourcentage du PIB.
- **Règle de revenus.** Elle fixe des plafonds sur certaines sources de revenus telles que les revenus tirés des ressources naturelles. Fixé par les taux de croissance ou en pourcentage du PIB.

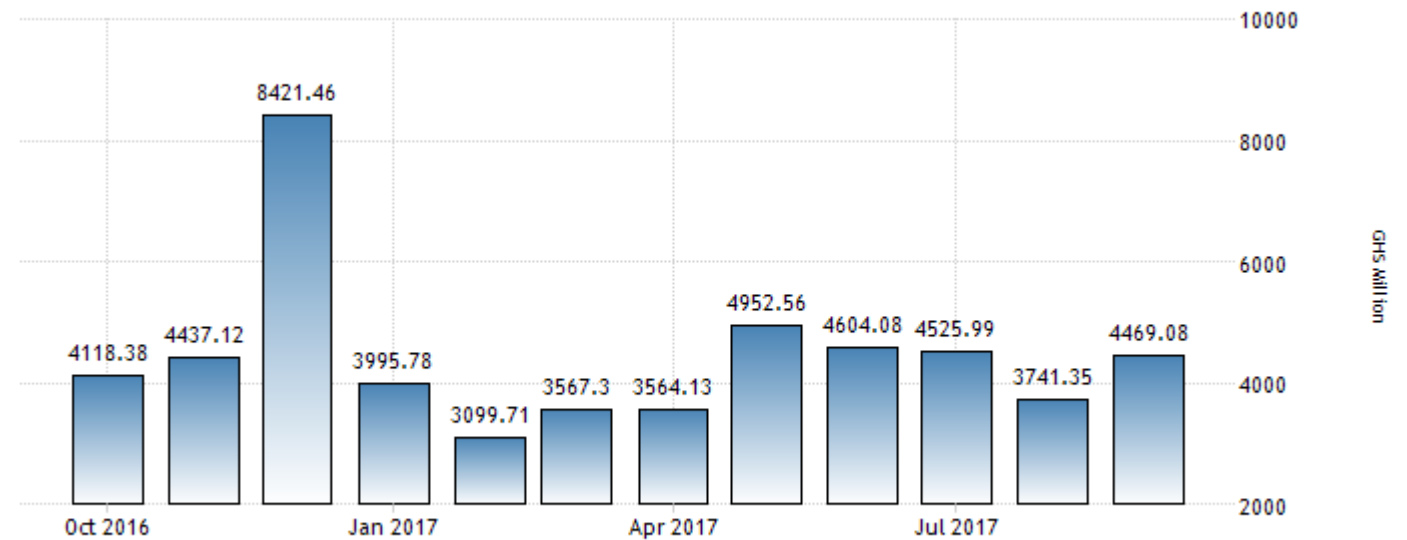
Règle d'équilibre budgétaire

GHANA GOVERNMENT REVENUES



SOURCE: TRADINGECONOMICS.COM | BANK OF GHANA

GHANA GOVERNMENT SPENDING



SOURCE: TRADINGECONOMICS.COM | BANK OF GHANA

Règle d'équilibre budgétaire

Gouvernement du Ghana	Dernier	Précédent	Le plus élevé	Le plus bas	Unité	
Dette publique au PIB	73,40	72,20	111,90	26,20	pour cent	[+]
Budget du gouvernement	-8,70	-6,70	-0,40	-24,20	pourcentage du PIB	[+]
Revenus du gouvernement	3378,90	3305,50	3707,85	1036,69	Millions GHS	[+]
Dépenses militaires	146,20	190,50	241,60	8,30	Millions de dollars	[+]
Dépenses du gouvernement	4469,08	3741,35	26277,16	836,07	Millions GHS	[+]
Valeur budgétaire du gouvernement	-499,63	-252,93	2060,06	-2764,37	Millions GHS	[+]
Cote de crédit	31,25					

Expériences et résultats

- Les objectifs de revenus ont été constamment manqués
- Contrairement aux attentes du gouvernement, les recettes tirées du pétrole ne représentent en moyenne que 4 % des recettes totales du gouvernement.
- Première Eurobond en 2007. Cinq émissions au total, à hauteur de 4,5 milliards de dollars. Les obligations ghanéennes constituent plus de la moitié du marché total des euro-obligations africaines.
- En 2014, le gouvernement avait économisé environ 1,7 milliard SGH dans les fonds pétroliers, mais aussi augmenté la dette publique d'environ 70 milliards SGH

Expériences et résultats

- En 2016, le gouvernement a estimé que les paiements d'intérêts représentaient à eux seuls 29 % des revenus intérieurs. Ce montant équivaut à trois fois le budget du ministère de la Santé pour l'année.
- L'augmentation rapide de la dette par rapport au PIB a nécessité un programme d'aide financière du Fonds monétaire international (FMI) en 2015, qui devrait s'achever en 2018.
- En décembre 2017, l'encours de la dette publique du Ghana s'élevait à 142,5 milliards de GHS. Le dernier chiffre traduit un ratio dette/PIB de 70 %. Il y a des raisons de croire que les attentes en matière de richesse pétrolière ont aidé à alimenter la frénésie d'emprunt et la crise de la dette qui a suivi.
- La Loi sur la gestion des recettes pétrolières (2011), qui visait à assurer une gestion prudente des recettes pétrolières, n'a pas permis de relever les défis de la viabilité budgétaire et de la volatilité en soi.

Bonnes lois fiscales fondées sur l'expérience internationale

- Disponibilité publique de l'information. Informations fiscales complètes à des moments clairement définis
- Règles sur le processus budgétaire. Préparation du budget ouvert, exécution et rapports.
- Des lois saines sur l'assurance de l'intégrité et un contrôle indépendant de l'information fiscale.

Bonnes lois fiscales fondées sur l'expérience internationale

- Des lois fiscales adaptées aux défis et aux opportunités économiques d'un pays.
- Les lois fiscales devraient être simples et faciles à comprendre pour faciliter le suivi par les acteurs de la surveillance
- Les lois fiscales ont besoin de clauses échappatoires bien définies.
- Lois fiscales fondées sur les institutions existantes et le consensus national.

Conclusions

- Les lois sur la responsabilité financière ne sont pas une panacée pour assurer de saines pratiques de responsabilité financière publique. Expérience du Cameroun, du Tchad et de la Mongolie
- Les lois fiscales ne fonctionnent pas isolément et nécessitent des institutions et des réformes de soutien pour produire les résultats attendus
- Les principales réformes des lois fiscales comprennent le renforcement de la préparation du budget, un conseil de politique budgétaire indépendant pour fournir une évaluation indépendante.
- La nécessité de règles fiscales supplémentaires a) Limite législative sur les dépenses totales du gouvernement b) Limites du déficit fiscal et c) Règles de la dette
- Ironiquement, les lois sur la responsabilité budgétaire au Ghana ont eu un impact insignifiant sur la correction des problèmes budgétaires tels que les dépenses excessives du gouvernement.

LA VOIE À SUIVRE

- Sur la base des priorités politiques du Ghana, de ses performances historiques et de son expérience internationale, les recommandations suivantes pourraient améliorer l'efficacité de la règle budgétaire au Ghana.
- Engagement à établir des règles de responsabilité financière et à créer un conseil fiscal chargé de superviser la mise en œuvre de ces règles
- Renforcer la transparence budgétaire. Publier toutes les informations budgétaires pertinentes
- Instaurer des mesures punitives en cas de non-respect et de dérogations arbitraires à la règle budgétaire au cours d'un exercice donné
- La règle budgétaire proposée par le Ghana est simple et a été clairement définie. Cependant, il existe le risque inhérent que le gouvernement contourne la règle. Pas de clarté quant aux niveaux et entités gouvernementaux impliqués dans la règle budgétaire.

Question au public

- Quelles sont les principales caractéristiques des conseils budgétaires existants dans le monde ?
- Y a-t-il des caractéristiques spécifiques dans la conception et la forme institutionnelle des conseils budgétaires qui peuvent améliorer leur efficacité ?
- Quels sont les principaux éléments constitutifs des conseils budgétaires efficaces ?

FIN DE PRÉSENTATION

MERCI DE VOTRE ATTENTION

Email: samuel.pimpong@upsamail.edu.gh
spimpong@yahoo.com

Tél : +233275748717
+233553373357